

Au delà du PIB, un tableau de bord pour la France

Synthèse des consultations

La publication du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi en septembre 2009 a marqué une étape importante en reconnaissant que le progrès de la société ne pouvait plus se mesurer uniquement à l'aune de la croissance économique du produit intérieur brut (PIB). Une nouvelle étape vient d'être franchie en avril 2015 avec l'adoption par la représentation nationale d'un texte de loi relatif à la prise en compte de « nouveaux indicateurs de richesse ». Il prévoit chaque année la remise au parlement d'un rapport par le gouvernement qui présente l'évolution de ces indicateurs sur les années passées et qui fournit une évaluation qualitative ou quantitative de l'impact des principales réformes engagées.

Dans ce contexte, France Stratégie et le Conseil économique, social et environnemental (CESE) ont mené une consultation auprès de la population française afin de proposer une liste d'indicateurs qui prenne en compte les aspirations des citoyens. L'objectif est de permettre un meilleur pilotage et une évaluation plus large des politiques publiques afin d'accroître leur efficacité au service du développement de la société.

Deux études ont été menées :

- Une consultation en ligne :
 - du 23 avril au 27 mai sur le site internet de France Stratégie ;
 - du 30 avril au 27 mai sur le site internet du CESE.

Au total, 4 802 personnes ont répondu à cette consultation, ce qui constitue une participation satisfaisante pour ce type d'enquête¹.

- Un sondage réalisé sur internet du 29 avril au 2 juin, auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, par la société BVA.

En complément de ces études ont été organisés des ateliers avec des panels de citoyens, ainsi que des échanges avec des parlementaires et des élus des collectivités territoriales. Au terme de ce processus, les membres du CESE ont voté à la quasi-unanimité le 24 juin dernier en faveur de la liste d'indicateurs complémentaires coproduite avec France Stratégie et présentée dans la Note d'analyse : « Au-delà du PIB, un tableau de bord pour la France ».

Cette note de synthèse présente les résultats des deux études². Elle n'est pas faite pour introduire le sujet ou donner la méthodologie mais pour présenter l'essentiel des résultats.

1. Les résultats statistiques présentés dans cette note n'ont pas été redressés.
2. Voir aussi l'annexe statistique sur www.strategie.fr

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DU SONDAGE

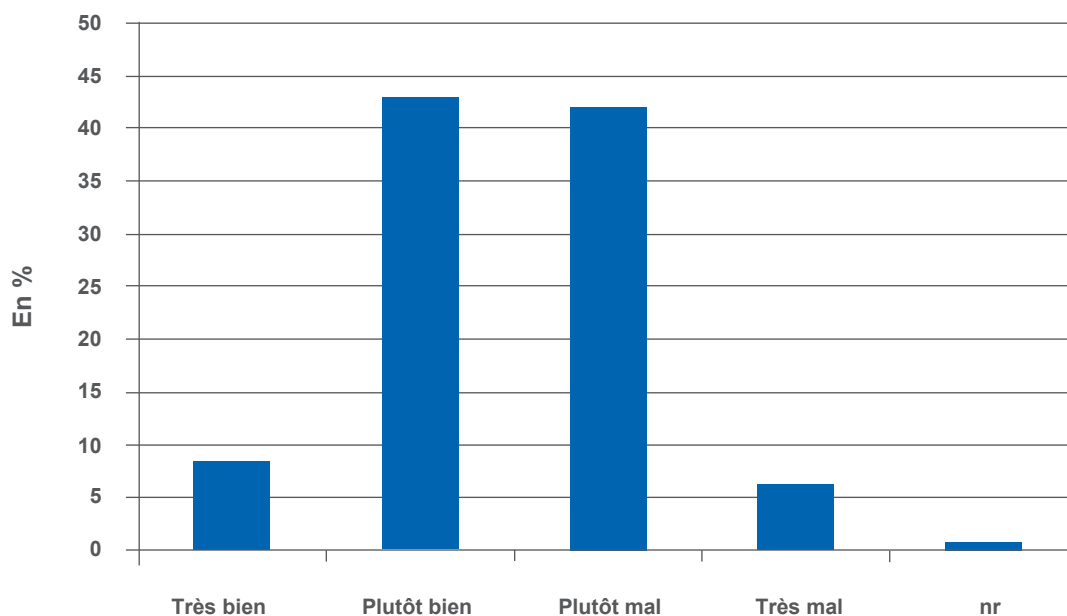
- Si la population interrogée se partage à peu près à parts égales entre ceux qui disent bien comprendre ce que mesure le produit intérieur brut (PIB) et ceux qui reconnaissent ne pas le savoir, elle soutient massivement l'idée de le compléter par de nouveaux indicateurs.
- Les indicateurs relatifs à la situation économique sont privilégiés par les Français : ainsi, l'accès à l'emploi, l'endettement du pays et le dynamisme économique arrivent devant la santé et la qualité de vie.
- Interrogés sur la manière de refléter au mieux les différentes thématiques, les Français ont tendance à favoriser les indicateurs les plus englobants.

Le produit intérieur brut, un indicateur diversement compris mais majoritairement jugé insuffisant

La population se divise en deux parts presque égales quant à la compréhension du PIB

Près de la moitié des Français (48 %) estime mal connaître ce que mesure le produit intérieur brut, contre 51 % qui jugent au contraire bien connaître l'indicateur. Le niveau de compréhension est sensiblement plus élevé chez les jeunes : 57 % des moins de 35 ans et même 66 % des 18-24 ans estiment bien connaître ce que mesure le PIB, probablement du fait de la proximité de leurs études. Les CSP+ sont également plus nombreux que la moyenne des Français à partager cette opinion (65 % contre 39 % des CSP-)³, ainsi que les individus possédant un diplôme équivalent ou supérieur à BAC+4 (71 %).

Diriez-vous que vous comprenez très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal ce que mesure le PIB ?



Source : France Stratégie et CESE, enquête auprès d'un panel représentatif de la population française (n=1000) réalisée par BVA.

3. Catégories socioprofessionnelles supérieures et catégories socioprofessionnelles modestes.



Un indicateur jugé limité pour refléter la situation de la France

Les Français sont une large majorité (62 %) à juger que la croissance du PIB ne constitue pas un indicateur suffisant pour refléter la situation du pays.

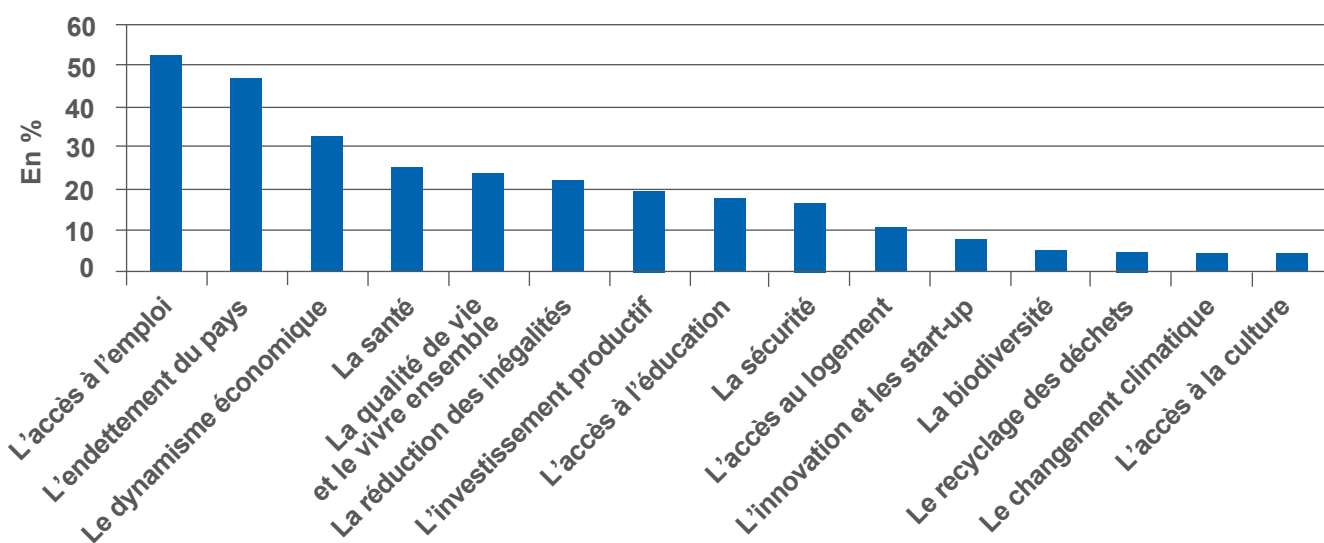
Plus de neuf Français sur dix (92 %) estiment que compléter le PIB par d'autres indicateurs est une bonne idée. Même les Français qui jugeaient le PIB suffisant se montrent en réalité largement ouverts à cette proposition (à 93 %).

Pour compléter le PIB, les Français privilégient des indicateurs d'ordre économique

Les critères économiques arrivent en tête lorsque l'on demande aux Français, sur la base d'une liste thématique qui leur est proposée, de hiérarchiser les éléments qui rendraient le mieux compte, selon eux, de la situation de la France. **Sont cités en priorité l'accès à l'emploi** (52 % en moyenne et 61 % des 18-24 ans), **puis l'endettement du pays** (47 %) **et le dynamisme économique** (33 % en moyenne et 42 % des 65 ans et plus). Il est intéressant de noter qu'en termes de hiérarchie, la réponse donnée le plus souvent en premier est l'endettement du pays (25 %).

Sur l'ensemble des réponses, viennent ensuite des indicateurs cités de manière sensiblement équivalente : la santé (26 % en moyenne et 40 % des 18-24 ans), la qualité de vie et le vivre ensemble (24 %), la réduction des inégalités (22 %) et l'investissement productif (20 %). Les autres propositions recueillent moins de 20 % des citations.

Dans la liste suivante, quels sont les trois éléments qui vous semblent les plus pertinents pour refléter au mieux la situation de la France ?



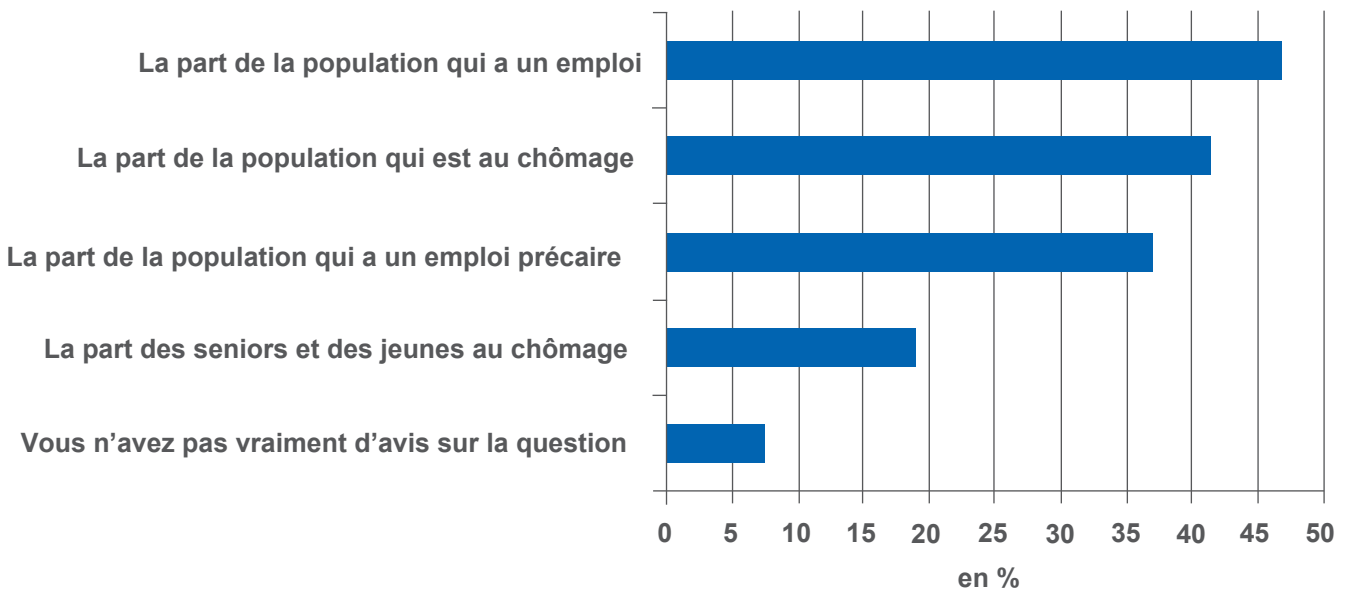
Source : France Stratégie et CESE, enquête auprès d'un panel représentatif de la population française (n=1000) réalisée par BVA.

Les indicateurs pertinents par thématiques

Les Français partagés sur le choix d'un indicateur visant à mesurer l'état du marché du travail

Même s'il s'agit du sujet qu'ils citent en priorité, les Français sont partagés sur la façon de mesurer l'état du marché du travail : 47 % d'entre eux mentionnent la part de la population ayant un emploi, 41 % la part de la population étant au chômage, 37 % la part de la population ayant un emploi précaire et 19 % la part des seniors et des jeunes au chômage. La préférence est donc marquée pour des indicateurs globaux plutôt que spécifiques à certains publics.

D'après vous, quels sont les bons indicateurs pour mesurer l'état du marché du travail en France ?



Source : France Stratégie et CESE, enquête auprès d'un panel représentatif de la population française (n=1000) réalisée par BVA.

Concevoir l'endettement du pays de manière plus globale

Les Français sont une large majorité (60 %) à juger qu'il faut prendre en compte la dette de l'ensemble de l'économie du pays, c'est-à-dire des entreprises, des particuliers et de l'État, contre 32 % qui jugent plutôt qu'il faut prendre en compte la seule dette de l'État.

Une préférence également pour un indicateur d'ensemble sur la thématique de la santé

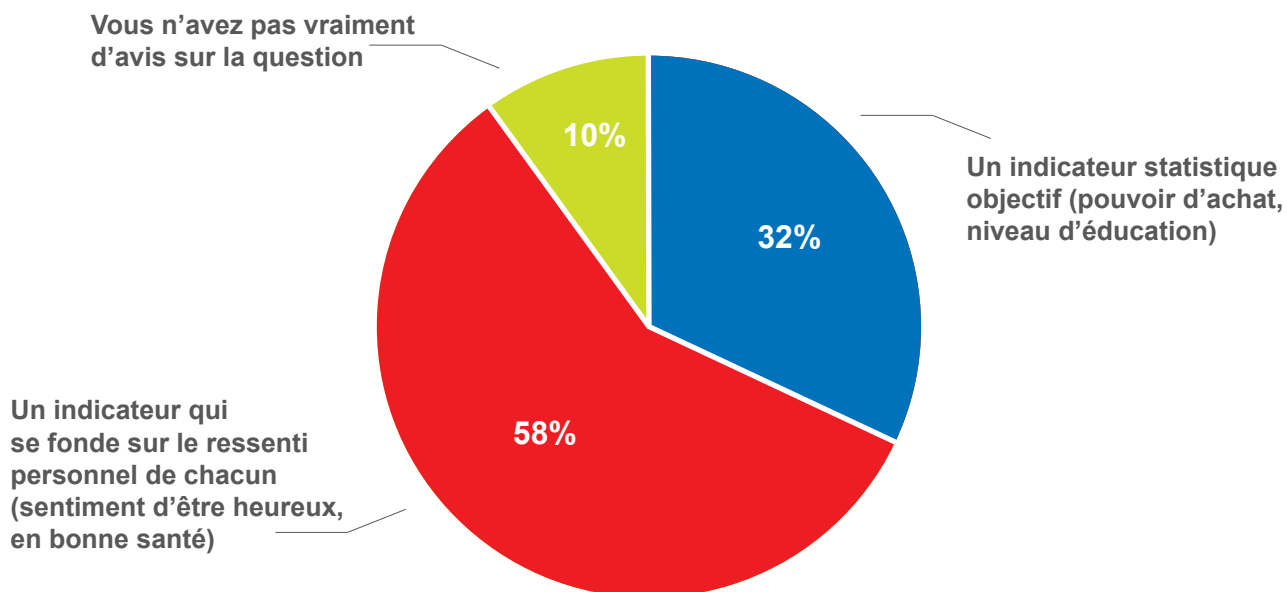
Lorsque l'on interroge les Français sur un indicateur de santé qui leur semblerait pertinent, ils sont plus de neuf sur dix (91 %) à privilégier un indicateur mesurant l'état de santé de la population dans son ensemble, contre seulement 4 % qui préfèrent un indicateur mesurant l'état de santé des seniors, à l'image de ce qu'on a pu observer pour le marché du travail. Sur sa mise en œuvre concrète, ils sont plus partagés : 47 % d'entre eux privilégient une enquête auprès des Français, ce choix étant extrêmement marqué chez les individus dont le diplôme est inférieur au baccalauréat (71 % de citations). 45 % des Français sont plus favorables à des données statistiques objectives (56 % des CSP+).

Une quasi-unanimité pour prendre en compte des indicateurs de bonheur

La confiance et le bonheur de vivre sont des sujets qui font consensus auprès des Français puisque 83 % d'entre eux, et plus particulièrement les jeunes, jugent qu'il est important de disposer d'un indicateur évaluant ces deux critères.

Près de six Français sur dix (58 %) choisissent un indicateur qui se fonde sur le ressenti personnel de chacun (sentiment d'être heureux, en bonne santé), un tiers environ (32 %) optent plutôt pour un indicateur statistique objectif (pouvoir d'achat, niveau d'éducation).

Selon vous, pour mesurer le bonheur de vivre des Français, est-il préférable de choisir...

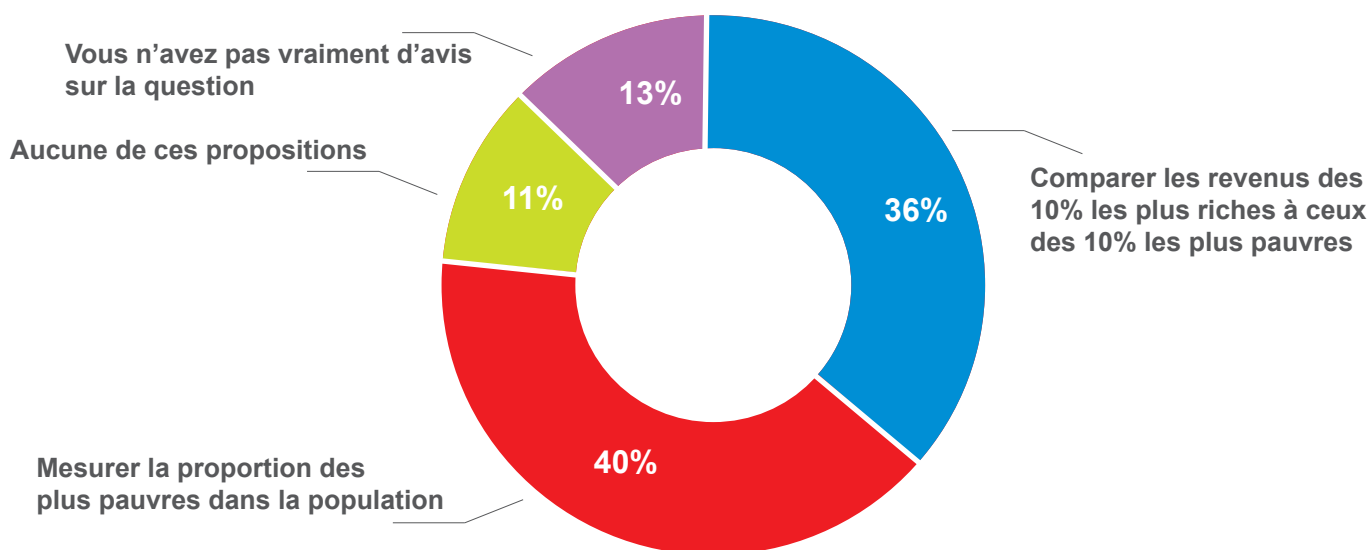


Source : France Stratégie et CESE, enquête auprès d'un panel représentatif de la population française (n=1000) réalisée par BVA.

La mesure des inégalités de revenus en débat

Lorsqu'on les interroge sur le meilleur moyen de mesurer les inégalités de revenus et la pauvreté, les Français sont partagés : 40 % d'entre eux estiment qu'il est plus indiqué de mesurer la proportion des plus pauvres dans la population (45 % de ceux qui jugent que la croissance du PIB est un indicateur suffisant pour refléter la situation du pays), quand 36 % jugent plutôt qu'il faut comparer les revenus des 10 % les plus riches aux revenus des 10 % les plus pauvres (61 % de ceux qui citent en premier la réduction des inégalités comme élément à prendre en compte pour évaluer la situation du pays). 11 % des Français ne choisissent aucune de ces propositions et 13 % déclarent ne pas vraiment avoir d'avis sur la question.

Quel est selon vous le meilleur moyen de mesurer les inégalités de revenus et la pauvreté ?



Source : France Stratégie et CESE, enquête auprès d'un panel représentatif de la population française (n=1000) réalisée par BVA.

Une majorité de Français estime qu'il faut prendre en compte les diplômés dès le CAP ou le BEP

Concernant le choix d'un indicateur visant à mesurer le niveau d'éducation du pays, un Français sur deux estime qu'il faut prendre en compte les personnes ayant obtenu au moins un CAP ou un BEP (64 % des 65 ans et plus), quand trois Français sur dix jugent qu'il faut prendre en compte les personnes ayant obtenu au moins le baccalauréat (41 % des CSP+). Notons que plus de deux Français sur dix (21 %) n'expriment pas d'avis sur la question.

Préservation de la biodiversité : l'indicateur doit mesurer l'impact négatif de l'activité humaine sur les sols naturels

Pour **mesurer la préservation de la biodiversité, les positions sont plus nettes** : 58 % des Français privilégient un indicateur mesurant l'impact négatif de l'activité humaine sur l'environnement, comme la transformation des sols naturels en zones commerciales. Seuls 22 % des Français (25 % des diplômés au-delà du baccalauréat) lui préfèrent un indicateur mesurant l'impact négatif de l'activité humaine sur une espèce vivante fragile comme certaines espèces d'oiseaux. Là encore, 20 % des Français déclarent ne pas avoir d'avis sur la question.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA CONSULTATION EN LIGNE

Le produit intérieur brut, un indicateur perfectible

Un indicateur plutôt bien compris

Plus de sept répondants à la consultation sur dix (72 %) estiment bien connaître ce que mesure le PIB, et le taux atteint 75 % parmi les habitants d'Île-de-France. Le niveau de compréhension pourrait cependant être amélioré puisque seuls 24 % des interviewés déclarent très bien savoir à quoi le PIB correspond.

Les scores sont largement supérieurs à ceux mesurés lors du sondage auprès d'un échantillon représentatif de Français (51 % de bonne compréhension, 8 % de très bonne). Cela n'est pas étonnant, les personnes ayant choisi de répondre à la consultation étant en effet des visiteurs des sites internet de France Stratégie et du CESE, donc *a priori* déjà sensibilisées aux questions de société.

Un indicateur qui ne reflète pas bien l'évolution de la situation de la France

Pour près des deux tiers des personnes interrogées (65 %), la croissance du PIB représente mal l'évolution de la situation du pays. Cette opinion n'est toutefois pas très marquée : seuls 13 % des interviewés considèrent qu'elle la représente très mal.

Un indicateur qui nécessite d'être complété par d'autres critères

Des répondants à la consultation convaincus par le besoin d'ajouter des critères

Dans ce contexte où le PIB n'apparaît pas comme un bon indicateur, **la quasi-totalité des interviewés (98 %) pensent que le compléter par d'autres indicateurs** pour évaluer la situation de la France serait une bonne idée. **81 % déclarent que cela serait une très bonne idée**, et seulement 1 % une très mauvaise idée.

L'ensemble des Français interrogés parallèlement dans le sondage partagent cette opinion : 92 % d'entre eux pensent que ce serait une bonne idée (mais seulement 32 % une très bonne idée).



Les thèmes les plus pertinents à prendre en compte : la qualité de vie, l'éducation et l'emploi

Lorsque l'on demande aux répondants de hiérarchiser les thèmes pertinents à prendre en compte pour refléter la situation de la France, de nombreux indicateurs recueillent des pourcentages élevés, signe supplémentaire de la nécessité d'ajouter des indicateurs au PIB.

Ainsi la qualité de vie et le vivre ensemble sont les critères les plus fréquemment avancés (47 % des citations au global, et **22 % des citations "en premier"**). On peut noter que les éléments liés à la qualité de vie se détachent plus nettement dans le classement en première position, le critère en deuxième position recueillant 13 % des citations.

Ce résultat est d'ailleurs corroboré par le fait que **près de huit répondants sur dix (79 % au global) considèrent qu'il serait une bonne chose d'ajouter des indicateurs basés sur le ressenti des personnes** (comme leur bonheur ou leur satisfaction à l'égard de leur qualité de vie). Cette opinion semble très tranchée puisque 45 % estiment que ce serait une très bonne chose et seulement 4 % une très mauvaise.

Après la qualité de vie et le vivre ensemble viennent d'autres critères. Parmi les plus pertinents : **l'accès à l'éducation (40 %), et l'accès à l'emploi (36 %)**. À noter que l'accès à l'emploi est un peu plus fréquemment cité par les habitants d'Île-de-France (39 % vs 36 %).

Enfin, deux autres thématiques enregistrent des taux élevés : **la santé (32 %) et les inégalités de revenus (30 %)**.

Alors que les critères environnementaux recueillaient des scores très importants, ils semblent beaucoup moins essentiels lorsque le répondant doit réaliser un classement. Ainsi la biodiversité est citée à hauteur de 25 % (28 % en régions), le climat recueille 14 % des citations, et le recyclage des déchets seulement 5 %.

Une préférence marquée pour un choix sélectif d'indicateurs et la possibilité de suivre l'évolution de chacun d'entre eux

Des répondants à la consultation qui préconisent la prise en compte d'un petit nombre d'indicateurs

Lorsqu'on leur demande de se positionner quant à l'option la plus pertinente pour évaluer et faire évoluer les politiques publiques, **plus des deux tiers des interviewés (69 %) préfèrent qu'un petit nombre d'indicateurs soit ajouté** pour s'assurer qu'ils seront repris dans le débat public. Seuls 31 % des répondants se prononcent en faveur d'un grand nombre d'indicateurs supplémentaires pour être le plus précis possible.

La majorité des répondants à la consultation en ligne (55 %) estime d'ailleurs que le nombre d'indicateurs supplémentaires idéal se situe entre trois et cinq. 28 % souhaiteraient ajouter entre six et dix indicateurs à celui du produit intérieur brut.

Avoir régulièrement connaissance de l'évolution de chaque indicateur

Les répondants à la consultation ont été interrogés sur la forme la plus adaptée à leurs yeux pour publier ces nouveaux indicateurs. Leur opinion est nette sur cette question : **84 % d'entre eux recommandent un tableau présentant l'évolution de chaque indicateur.** Seuls 16 % préconisent de n'utiliser qu'un seul indicateur synthétisant les différents indicateurs retenus.

DERNIÈRES PUBLICATIONS À CONSULTER

www.strategie.gouv.fr (rubrique publications)

RETROUVEZ LES DERNIÈRES ACTUALITÉS DE FRANCE STRATÉGIE SUR :



www.strategie.gouv.fr



france strategie



@Strategie_Gouv

Avec les contributions de Vincent Aussilloux, Julia Charrié,
Mathieu Jeanneney, David Marguerit, Adélaïde Ploux-Chilles



Directeur de la publication :
Jean Pisani-Ferry,
commissaire général

Directrice de la rédaction :
Selma Mahfouz,
commissaire générale adjointe

Impression :
France Stratégie

Dépôt légal :
Août 2015 - N° ISSN en cours

Contact presse :
Jean-Michel Roullé,
responsable du service
Édition-Communication
01 42 75 61 37
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr



FRANCE STRATÉGIE



France Stratégie est un organisme de concertation et de réflexion. Son rôle est de proposer une vision stratégique pour la France, en expertisant les grands choix qui s'offrent au pays. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec tous les acteurs pour enrichir l'analyse ; proposer des recommandations au gouvernement. France Stratégie joue la carte de la transversalité, en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.